

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeannic D'Aoust, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature



Date 21 août 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	25
Situation financière par organismes	26
Charges par objets	27
Fonds local d'investissement	28
Fonds local de solidarité	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Mirabel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MIRABEL (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MIRABEL au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MIRABEL inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le « Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier 2022 | Ville de Mirabel », mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le « Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier 2022 | Ville de Mirabel » avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

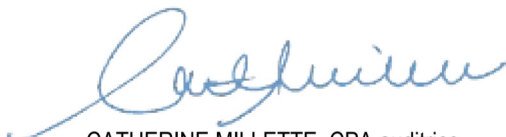
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice

AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.

Saint-Jérôme, le 21 août 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	69 541 100	70 129 266	68 257 862
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 510 500	2 444 165	2 575 985
Quotes-parts	3			
Transferts	4	17 316 400	9 852 217	10 197 400
Services rendus	5	8 027 598	7 939 259	7 212 225
Imposition de droits	6	15 029 200	19 034 712	17 859 609
Amendes et pénalités	7	3 786 900	3 518 982	3 604 596
Revenus de placements de portefeuille	8	585 000	780 450	608 975
Autres revenus d'intérêts	9	765 475	1 649 038	457 740
Autres revenus	10	14 131 000	4 804 891	12 337 034
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	131 693 173	120 152 980	123 111 426
Charges				
Administration générale	14	11 298 600	11 168 788	9 818 057
Sécurité publique	15	21 850 200	20 598 257	18 750 952
Transport	16	28 567 700	26 546 136	25 348 422
Hygiène du milieu	17	26 702 700	25 972 108	25 427 076
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 998 500	6 408 779	6 288 628
Loisirs et culture	20	18 397 261	17 714 111	15 497 001
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 619 162	2 913 892	2 730 961
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	115 434 123	111 322 071	103 861 097
Excédent (déficit) de l'exercice	25	16 259 050	8 830 909	19 250 329
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		357 241 610	337 991 281
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		357 241 610	337 991 281
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		366 072 519	357 241 610

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	50 638 596	32 865 832
Débiteurs (note 5)	2	33 130 756	29 508 561
Prêts (note 6)	3	1 624 030	1 894 560
Placements de portefeuille (note 7)	4	25 410 469	24 891 271
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 606 787	1 605 265
	8	112 410 638	90 765 489
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	43 132 797	35 449 269
Revenus reportés (note 12)	12	17 781 531	14 591 964
Dette à long terme (note 13)	13	146 707 447	107 408 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 749 000	4 568 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	212 370 775	162 017 621
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(99 960 137)	(71 252 132)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	465 152 273	427 564 204
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	655 259	645 810
Stocks de fournitures	20	52 474	40 494
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	172 650	243 234
	23	466 032 656	428 493 742
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	366 072 519	357 241 610

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 259 050	8 830 909	19 250 329
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	94 210 000)(	59 773 694)(	44 879 493)
Produit de cession	3	30 000	298 698	29 858
Amortissement	4	23 411 000	21 978 945	21 441 391
(Gain) perte sur cession	5	(30 000)	(92 018)	(29 858)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(70 799 000)	(37 588 069)	(23 438 102)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(9 449)	
Variation des stocks de fournitures	10		(11 980)	(10 840)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		70 584	(139 516)
	13		49 155	(150 356)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(54 539 950)	(28 708 005)	(4 338 129)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(71 252 132)	(66 914 003)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(71 252 132)	(66 914 003)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(99 960 137)	(71 252 132)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 830 909	19 250 329
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	21 978 945	21 441 391
Autres			
▪ Réduction de valeur	3	1 497 175	1 816 916
▪ Perte (gain) cession immob.	4	(92 018)	(29 858)
	5	32 215 011	42 478 778
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 622 195)	(3 202 046)
Autres actifs financiers	7	(1 522)	(977 011)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	7 683 528	6 561 079
Revenus reportés	9	3 189 567	2 366 697
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	181 000	223 000
Propriétés destinées à la revente	11	(9 449)	
Stocks de fournitures	12	(11 980)	(10 840)
Autres actifs non financiers	13	70 584	(139 516)
	14	39 694 544	47 300 141
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(59 773 694)	(44 879 493)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	298 698	29 858
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(59 474 996)	(44 849 635)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(1 522 050)	(3 331 067)
Remboursement ou cession	21	283 802	97 450
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(507 595)	(551 958)
Cession	23		
	24	(1 745 843)	(3 785 575)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	51 491 000	23 496 353
Remboursement de la dette à long terme	26	(11 748 648)	(20 502 295)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(443 293)	11 662
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	39 299 059	3 005 720
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	17 772 764	1 670 651
Solde déjà établi	33	32 865 832	31 195 181
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	32 865 832	31 195 181
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	50 638 596	32 865 832

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mirabel a été constituée, le 1er janvier 1971, en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part attribuée à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert est consolidée à un taux de 25 %.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.
- Les revenus d'intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Mirabel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la dépréciation des actifs financiers, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Bâtiments :

Bâtiments	40 ans
Rénovations majeures	15 ans

Infrastructures :

Eau potable et eaux usées	35 ans
Système d'éclairage des rues, parcs	20 ans
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	15 et 30 ans
Autres infrastructures	10 et 35 ans

Ameublement et équipement de bureau :

Meubles et ameublements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans

Machinerie, outillage, équipement et véhicules

Camions de pompiers	20 ans
Machinerie lourde	10 ans
Autres	3,5 et 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2);
- Programme supplémentaire de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 3 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses à taxer ou à pourvoir.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, cette dépense constatée à taxer ou à pourvoir ne sera pas amorti annuellement sur la DMERCA;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: au terme de DMERCA du 31 décembre 2008 (14 ans);

- à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : s.o.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O.

I) Autres éléments

Dépenses reportées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les frais d'émission des emprunts à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et d'obligations. Les dépôts à terme ont des taux qui varient de 1,65 % à 2,4 %.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	50 638 596	32 865 832
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	50 638 596	32 865 832
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	50 638 596	32 865 832
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	2 486 546	903 546
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		8 447 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	4 609 498	4 215 793
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	14 319 553	12 053 478
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	5 550 105	4 030 541
Organismes municipaux	16	265 411	165 773
Autres			
▪ Entreprises et individus	17	3 380 013	3 322 946
▪ Droit de mutation	18	5 006 176	5 720 030
	19	33 130 756	29 508 561
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	5 118 942	5 454 157
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	5 118 942	5 454 157
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	1 204 829	1 164 067
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	287 633	313 654
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	8 730 070	7 292 545
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	1 012 694	280 715
Ministère de la Culture et des Communications	29	536 043	466 391
Autres ministères/organismes	30	3 753 113	3 700 173
	31	14 319 553	12 053 478

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪ Prêts aux entreprises	34	1 624 030	1 894 560
▪	35		
	36	1 624 030	1 894 560
Provision pour moins-value déduite des prêts	37	200 634	22 773

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	365 787	354 184
Autres placements	39	25 044 682	24 537 087
	40	25 410 469	24 891 271
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	7 544 000	7 544 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(1 797 000)	(1 846 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(2 952 000)	(2 722 000)
	45	(4 749 000)	(4 568 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	2 560 000	2 793 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	315 000	259 000
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49	69 021	43 368
Régimes de retraite des élus municipaux	50	126 506	127 010
	51	3 070 527	3 222 378

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	1 606 787	1 605 265
Autres	53		
	54	1 606 787	1 605 265

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Mirabel dispose d'une marge de crédit de 8 000 000 \$, portant au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, la marge de crédit est inutilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	14 772 453	12 042 306
Salaires et avantages sociaux	56	6 916 176	6 114 114
Dépôts et retenues de garantie	57	19 473 228	15 850 331
Provision pour contestations d'évaluation	58	731	647
Autres			
▪ Gouvernements et ses entrep.	59	597 827	369 158
▪ Int. courus sur DLT	60	719 061	390 005
▪ Organismes municipaux	61	653 321	682 708
▪	62		
▪	63		
	64	43 132 797	35 449 269

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	5 032 818	5 033 161
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67	11 858	15 108
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69	56 920	222 492
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	1 079 420	3 231 701
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	3 292 000	2 395 400
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79	690 088	536 553
Autres			
▪ Transferts	80	7 144 235	2 692 727
▪ Autres	81	474 192	464 822
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	17 781 531	14 591 964

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	5,00	2023	2052	88	145 539 750	105 712 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2028	2030	92	2 280 903	2 365 801
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres	4,00	4,00			95	30 000	30 000
					96	147 850 653	108 108 301
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(1 143 206)	(699 913)
					98	146 707 447	107 408 388

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		15 813 000			15 813 000
2024	100		37 613 750			37 613 750
2025	101		16 484 000			16 484 000
2026	102		17 689 000			17 689 000
2027	103		35 649 000			35 649 000
2028 et plus	104		22 291 000		2 310 903	24 601 903
	105		145 539 750		2 310 903	147 850 653
Intérêts et frais accessoires	106			()	()	
	107		145 539 750		2 310 903	147 850 653

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	93 698 082	3 274 713	1 749 470	95 223 325
Eaux usées	116	177 460 011	5 957 875	1 255 199	182 162 687
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	181 853 131	11 743 037	4 054 958	189 541 210
Autres					
▪ Autres infrastructures	118	51 722 473	4 078 313	584 331	55 216 455
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	86 250 741	302 591	10 317	86 543 015
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	17 155 585	1 886 671	173 625	18 868 631
Ameublement et équipement de bureau	124	3 981 434	144 492	137 855	3 988 071
Machinerie, outillage et équipement divers	125	9 155 803	247 545	62 915	9 340 433
Terrains	126	36 852 693	6 638 649	174 019	43 317 323
Autres	127	2 157 225	11 093		2 168 318
	128	660 287 178	34 284 979	8 202 689	686 369 468
Immobilisations en cours	129	20 032 511	25 488 715		45 521 226
	130	680 319 689	59 773 694	8 202 689	731 890 694
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	37 147 543	2 710 932	1 749 470	38 109 005
Eaux usées	132	73 243 098	5 233 146	1 255 199	77 221 045
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	69 439 137	7 104 571	4 054 958	72 488 750
Autres					
▪ Autres infrastructures	134	22 741 620	2 460 542	584 331	24 617 831
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	28 345 912	2 419 147	10 317	30 754 742
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	11 432 906	1 184 620	140 964	12 476 562
Ameublement et équipement de bureau	140	2 927 722	244 808	137 855	3 034 675
Machinerie, outillage et équipement divers	141	6 214 646	546 776	62 915	6 698 507
Autres	142	1 262 901	74 403		1 337 304
	143	252 755 485	21 978 945	7 996 009	266 738 421
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	427 564 204			465 152 273

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	145				
Amortissement cumulé	146	(	)	(	)
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	2 262 046	2 251 075
	151	2 262 046	2 251 075
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	1 606 787	1 605 265
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	655 259	645 810

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	172 650	243 234
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	172 650	243 234

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée jusqu'en 2025 par contrats pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets, des matières organiques et recyclables, également pour le déneigement des chemins et des édifices. Pour les services d'évaluateurs externes jusqu'en 2026. De plus, la Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2042 pour des services intermunicipaux d'approvisionnement en eau potable. Le solde de ces engagements pour ces contrats s'établit à 100 393 400 \$ (les taxes sont incluses dans ce montant si applicables).

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2023 - 42 003 900 \$
 2024 - 19 655 900 \$
 2025 - 13 228 800 \$
 2026 - 3 645 600 \$
 2027 - 1 777 900 \$

20. Droits contractuels

La Ville de Mirabel a conclu des baux à long terme relativement à des structures d'affichage publicitaire et autres, pour un total de 4 126 700 \$. La Ville a également un accord de partenariat concernant le Fonds des régions et ruralité, la somme restante de cette entente est de 2 095 800 \$.

Les paiements minimums redevables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2023 - 929 200 \$
 2024 - 796 800 \$
 2025 - 592 200 \$
 2026 - 332 700 \$
 2027 - 259 300 \$

Dans le cadre de ses opérations, la Régie a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Au cours des cinq prochains exercices, un montant de 1 920 600 \$ sera encaissé. La portion attribuable à la Ville de Mirabel sera de 480 100 \$.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
Centre hébergement multiservices Mirabel	350 000	350 000	350 000
171	350 000	350 000	350 000
Dettes à long terme			
172			
173	350 000	350 000	350 000

Cautionnement pour un montant maximum de 350 000 \$ sur une période de 10 ans, relativement à un prêt en faveur du Centre d'hébergement multiservices de Mirabel.

B) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du Régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Aucune provision n'est faite à cet effet. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Budget 2022		Réalizations 2022		
	Administration municipale		Administration municipale		Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	67 743 632		69 117 700		69 705 891		69 705 891
2 Compensations tenant lieu de taxes	2 575 985		2 510 500		2 444 165		2 444 165
3 Quotes-parts						149 970	
4 Transferts	7 177 892		5 567 200		6 005 689	7 238	6 012 927
5 Services rendus	6 830 250		7 678 100		7 529 750	474 567	7 939 259
6 Imposition de droits	14 694 083		10 414 200		15 876 043		15 876 043
7 Amendes et pénalités	3 604 596		3 786 900		3 518 982		3 518 982
8 Revenus de placements de portefeuille	608 975		585 000		780 450		780 450
9 Autres revenus d'intérêts	457 248		765 100		1 646 299	2 739	1 649 038
10 Autres revenus	355 412		766 400		331 037		331 037
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	104 048 073		101 191 100		107 838 306	634 514	108 257 792
Investissement							
13 Taxes	514 230		423 400		423 375		423 375
14 Quotes-parts							
15 Transferts	3 019 414		11 749 200		3 830 244	9 046	3 839 290
16 Imposition de droits	3 165 526		4 615 000		3 158 669		3 158 669
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs	10 195 524		9 076 200		809 821		809 821
19 Autres	1 786 098		4 288 400		3 664 033		3 664 033
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
21 Effet net des opérations de restructuration	18 680 792		30 152 200		11 886 142	9 046	11 895 188
22	122 728 865		131 343 300		119 724 448	643 560	120 152 980
Charges							
23 Administration générale	9 464 789		10 940 600		10 817 472	351 316	11 168 788
24 Sécurité publique	17 877 456		20 772 200		19 732 329	865 928	20 598 257
25 Transport	17 082 356		19 093 700		18 027 865	8 518 271	26 546 136
26 Hygiène du milieu	17 435 711		18 469 700		17 748 187	8 223 921	25 972 108
27 Santé et bien-être							
28 Aménagement, urbanisme et développement	6 266 710		5 964 500		6 382 912	25 867	6 408 779
29 Loisirs et culture	11 255 202		13 879 400		13 388 686	621 214	17 714 111
30 Réseau d'électricité							
31 Frais de financement	2 717 937		2 608 900		2 902 099	11 793	2 913 892
32 Effet net des opérations de restructuration							
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	21 366 677		23 411 000		21 904 542 (		
34	103 466 838		115 140 000		110 904 092	633 007	111 322 071
35	19 262 027		16 203 300		8 820 356	10 553	8 830 909
Excédent (déficit) de l'exercice							
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.							

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Budget 2022		Réalizations 2022		
	Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé¹	
1	19 262 027		16 203 300	8 820 356	10 553	8 830 909	
2 (	18 680 792)(		30 152 200)(	11 886 142)(	9 046)(	11 895 188)	
3	581 235		(13 948 900)	(3 065 786)	1 507	(3 064 279)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
Ajouter (déduire)							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
4	21 366 677		23 411 000	21 904 542	74 403	21 978 945	
5	29 858		30 000	298 698		298 698	
6	(29 858)		(30 000)	(92 018)		(92 018)	
7							
8	21 366 677		23 411 000	22 111 222	74 403	22 185 625	
Propriétés destinées à la revente							
9			625 000				
10							
11			625 000				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
12	97 450			283 802		283 802	
13							
14	1 816 916			1 497 175		1 497 175	
15	1 914 366			1 780 977		1 780 977	
Financement							
16	3 064 651		637 500	2 001 321		2 001 321	
17 (	11 381 663)(		9 525 600)(	11 302 019)(	55 750)(	11 357 769)	
18	(8 317 012)		(8 888 100)	(9 300 698)	(55 750)	(9 356 448)	
Affectations							
19 (	1 878 331)(		1 434 200)(	2 009 718)(	2 047)(	2 011 765)	
Activités d'investissement							
Excédent (déficit) accumulé							
20			250 000	250 000		250 000	
21	593 284		1 943 000	1 634 011	4 919	1 638 930	
22	(5 336 661)		(1 467 100)	(5 190 925)		(5 190 925)	
23	(49 164)		(490 700)	(451 071)		(451 071)	
24							
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs							
25	(6 670 872)		(1 199 000)	(5 767 703)	2 872	(5 764 831)	
26	8 293 159		13 948 900	8 823 798	21 525	8 845 323	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales							
27	8 874 394			5 758 012	23 032	5 781 044	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021		Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement		1	18 680 792	11 886 142	9 046
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					11 895 188
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	116 664)(	249 833)(	) (	249 833)
Sécurité publique	3 (	5 618 317)(	716 906)(	) (	716 906)
Transport	4 (	10 783 771)(	22 964 236)(	) (	22 964 236)
Hygiène du milieu	5 (	9 654 796)(	5 652 319)(	) (	5 652 319)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	48 238)(	2 042 116)(	) (	2 042 116)
Loisirs et culture	8 (	18 653 669)(	28 137 191)(	11 093)(	28 148 284)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	) (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	) (
	11 (	44 875 455)(	59 762 601)(	11 093)(	59 773 694)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	977 011)(	10 971)(	) (	10 971)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	3 331 067)(	1 522 050)(	) (	1 522 050)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 451 202	49 489 679		49 489 679
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 878 331	2 009 718	2 047	2 011 765
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	4 786 937	2 194 792		2 194 792
Excédent de fonctionnement affecté	17	577 045	493 357		493 357
Réserves financières et fonds réservés	18	3 562 370	4 875 772		4 875 772
	19	10 804 683	9 573 639	2 047	9 575 686
	20	(26 927 648)	(2 232 304)	(9 046)	(2 241 350)
	21	(8 246 856)	9 653 838		9 653 838
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2021		2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 632 564	50 375 283	263 313
Débiteurs (note 5)	2	29 532 803	33 118 894	11 862
Prêts (note 6)	3	1 894 560	1 624 030	
Placements de portefeuille (note 7)	4	24 891 271	25 410 469	
Participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 605 265	1 606 787	
	8	90 556 463	112 135 463	275 175
				1 606 787
	8	90 556 463	112 135 463	275 175
				112 410 638
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	35 443 888	43 080 629	52 168
Revenus reportés (note 12)	12	14 580 146	17 773 478	8 053
Dettes à long terme (note 13)	13	106 930 868	146 284 017	423 430
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 568 000	4 749 000	
Autres passifs (note 14)	15			
	16	161 522 902	211 887 124	483 651
	17	(70 966 439)	(99 751 661)	(208 476)
				212 370 775
	17	(70 966 439)	(99 751 661)	(208 476)
				(99 960 137)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	426 669 880	464 321 259	831 014
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	645 810	655 259	
Stocks de fournitures	20	40 494	52 474	
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	238 479	171 249	1 401
	23	427 594 663	465 200 241	832 415
				466 032 656
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	13 156 237	4 715 860	199 824
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 470 140	13 096 369	
Réserves financières et fonds réservés	26	16 847 261	17 232 683	19 339
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	965 440)	1 184 314)	(
Financement des investissements en cours	28	(6 234 518)	3 349 050	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	330 354 544	328 238 932	404 776
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	356 628 224	365 448 580	623 939
				366 072 519
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1		108 410	108 410	46 319
Autre	2	32 853 400	31 171 193	31 496 661	28 406 860
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3		31 801	31 801	9 852
Autres	4	11 325 700	10 907 454	10 960 803	10 141 048
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 897 000	1 898 996	1 898 996	1 732 562
Autres biens et services	8	35 178 500	33 465 584	33 633 578	31 221 713
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 369 700	2 571 208	2 583 001	2 285 183
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	190 800	187 073	187 073	214 280
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	48 400	143 818	143 818	231 498
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 880 800	3 894 444	3 679 416	3 509 953
Transferts	15	100 000	89 826	89 826	89 523
Autres	16	5 000	2 000	2 000	3 550
Autres organismes					
Transferts	17	3 254 700	4 158 844	4 158 844	4 450 920
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	23 411 000	21 904 542	21 978 945	21 441 391
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Prop. destinées à la revente	21	625 000			
▪ Récl. dommages-intérêts	22		163 050	163 050	53 202
▪ Autres	23		205 849	205 849	23 243
	24	115 140 000	110 904 092	111 322 071	103 861 097

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	43 562	26 825
Autres revenus	3	1 271 340	1 793 120
	4	1 314 902	1 819 945
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	177 861	
Autres créances douteuses	7		
	8	177 861	
Autres charges	9	1 271 340	1 793 120
	10	1 449 201	1 793 120
Excédent (déficit) de l'exercice	11	(134 299)	26 825
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	952 363	667 790
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	12 340	11 567
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 557 294	1 664 587
Provision pour moins-value	16	(200 634)	(22 773)
	17	1 356 660	1 641 814
	18	2 321 363	2 321 171
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	219 389	
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	2 280 903	2 365 801
	22	2 500 292	2 365 801
Solde du Fonds local d'investissement	23	(178 929)	(44 630)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	412 297	399 702
Supportant les engagements de prêts	25	540 066	268 088
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	952 363	667 790

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêts au taux de 3 % à 7 %, remboursables par versements mensuels variables jusqu'en mai 2028.

Note sur la dette à long terme

Emprunt d'un montant de 519 950 \$ auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Un premier versement est prévu le 1er juin 2023, selon le solde du prêt non investi le 31 décembre 2022. Remboursable par la suite en cinq versements annuels et consécutifs effectués le 1er juin de chaque année et ce, à compter du 1er juin 2024.

Second emprunt d'un montant de 4 981 460 \$ auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Le solde du prêt, net des frais de gestion de 3% et des pardons de prêts constatés est de 1 760 953 \$. Remboursable le 31 mars 2030 au montant égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	14 337	12 522
Autres revenus	3		
	4	14 337	12 522
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	600	600
Excédent (déficit) de l'exercice	12	13 737	11 922
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	190 137	157 718
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	545	557
Prêts aux entreprises	16	133 685	126 373
Provision pour moins-value	17 (	)(	)
	18	133 685	126 373
	19	324 367	284 648
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	25 982	
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	40 982	15 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	283 385	269 648
	26	283 385	269 648
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	190 137	157 718
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	190 137	157 718

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts portant intérêts à des taux de 7 % à 11,3 %, remboursables par versements variables jusqu'en mai 2028.

Note sur la dette à long terme

Crédit variable d'un montant autorisé de 750 000 \$, solde minimum de 15 000 \$, portant intérêt au taux de 4 %.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 915 684	13 333 029
Excédent de fonctionnement affecté	2	13 096 369	3 470 140
Réserves financières et fonds réservés	3	17 252 022	16 871 519
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 184 314)	(965 440)
Financement des investissements en cours	5	3 349 050	(6 234 518)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	328 643 708	330 766 880
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	366 072 519	357 241 610

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 715 860	13 156 237
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	199 824	176 792
	11	4 915 684	13 333 029

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Exercice suivant - fonctionnem	12	1 907 100	2 079 600
▪ Exercice suivant - investissem	13	3 137 540	1 326 600
▪ Acq. terrains autres que boisé	14	8 000 000	
▪ Promotion résidentielle	15	51 729	63 940
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	13 096 369	3 470 140
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	13 096 369	3 470 140

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪ Urgence et imprévu	28	2 847 655	4 796 720
▪ Assainissement des eaux	29	1 077 748	827 646
▪ Transport collectif	30	1 992 761	1 957 117
▪ Maintien et plantation boisés	31	2 510 882	1 000 928
	32	8 429 046	8 582 411
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	7 054 407	6 730 942
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	43 945	47 144
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	660 541	592 553
Organismes contrôlés et partenariats	42	19 339	24 258
Fonds local d'investissement	43	745 314	679 357
Fonds local de solidarité	44	164 700	158 275
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	73 579	
Autres			
▪ Filaction	46	61 151	56 579
▪	47		
	48	8 822 976	8 289 108
	49	17 252 022	16 871 519

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51	215 000	215 000
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53	()	()
Autres	54	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55	()	()
	56	215 000	215 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57	()	()
Assainissement des sites contaminés	58	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59	()	()
Autres			
▪	60	()	()
▪	61	()	()
	62	215 000	215 000
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	()	()
Utilisation du fonds de roulement	64	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	65	()	()
Utilisation du fonds de roulement	66	()	()
Autres			
▪	67	()	()
▪	68	()	()
	69	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	70	()	()
Mesure relative à la COVID-19	71	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	72	912 673	442 983
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73	2 295 903	2 380 801
Autres			
▪ DLT liée au Filaction	74	15 000	15 000
▪	75	()	()
	76	3 223 576	2 838 784
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	77	867 602	416 530
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	1 371 660	1 656 814
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	15 000	15 000
Autres			
▪	81		
	82	2 254 262	2 088 344
	83	1 184 314	965 440

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84	7 671 644	297 386
Investissements à financer	85 (	4 322 594)(	6 531 904)
	86	3 349 050	(6 234 518)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	465 152 273	427 564 204
Propriétés destinées à la revente	88	2 262 046	2 251 075
Prêts	89	1 624 030	1 894 560
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	365 787	354 184
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	469 404 136	432 064 023
Ajustements aux éléments d'actif	93	(1 386 660)	(1 671 814)
	94	468 017 476	430 392 209
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	95 (	146 707 447)(	107 408 388)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	1 143 206)(	699 913)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	5 252 797	5 643 676
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	2 310 903	2 395 801
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	913 185	443 495
	100 (	139 373 768)(	99 625 329)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	)(	)
	102 (	139 373 768)(	99 625 329)
	103	328 643 708	330 766 880

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La ville de Mirabel parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (pour le groupe des cadres, ce salaire est indexé).

En bref, le Régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère, la prestation de raccordement varient selon le groupe d'employés (policier, cadre, manuel, bureau). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années les mieux rémunérées de service du participant (salaire indexé pour le groupe des cadres). La dernière évaluation actuarielle était au 31 décembre 2021.

Finalement, en vertu de la Loi RRSB, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

De plus, la Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Programme supplémentaire) de type prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021 pour le Programme supplémentaire.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(1 846 000)	(1 693 000)
Charge de l'exercice	4 (	2 560 000)(	2 793 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 609 000	2 640 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(1 797 000)	(1 846 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	119 049 000	118 124 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	119 246 000)(	118 695 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(197 000)	(571 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(1 600 000)	(1 275 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(1 797 000)	(1 846 000)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(1 797 000)	(1 846 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	118 124 000	118 124 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	197 000)(	118 695 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	197 000)(	571 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	4 785 000	4 717 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	4 785 000	4 717 000
Cotisations salariales des employés	21 (	2 457 000)(	2 423 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	2 328 000	2 294 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	217 000	378 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 545 000	2 672 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	6 326 000	5 938 000
Rendement espéré des actifs	33 (	6 311 000)(	5 817 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	15 000	121 000
Charge de l'exercice	35	2 560 000	2 793 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 196 000	8 859 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	6 311 000)(	5 817 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(5 115 000)	3 042 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	5 223 000	(1 151 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	5 337 000	4 839 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	109 486 000	119 999 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	197 000	256 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	6 838 000	8 280 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	9 709 000	5 801 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,83 %	5,33 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,34 %	5,32 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	3
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective, Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2)) de type prestations déterminées.

Le régime comprend de l'assurance vie pour les retraités et leurs personnes à charge, de l'assurance décès et mutilation accidentels pour les retraités et des prestations de soins de santé pour les retraités et leur personnes à charge. Les protections se terminent lorsque le retraité atteint l'âge de 65 ans. La Ville paie 100% des primes pour les retraités et les personnes à charge, et ce, pour toutes les protections.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2020 pour le Régime d'assurance collective. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021 pour le volet 1. La plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022 pour le volet 2. Le programme d'incitation et de reconnaissance prévoit le versement de prestations basées sur l'âge et les années de service à la retraite.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 722 000)	(2 652 000)
Charge de l'exercice	56 (315 000)	(259 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 85 000	189 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 952 000)	(2 722 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 027 000)	(2 560 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 027 000)	(2 560 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (925 000)	(162 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 952 000)	(2 722 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 952 000)	(2 722 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 027 000)	(2 560 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 027 000)	(2 560 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	217 000	236 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	3 000	
	72	220 000	236 000
Cotisations salariales des employés	73 (	)	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)	)
	75	220 000	236 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	29 000	(31 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	249 000	205 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	66 000	54 000
Rendement espéré des actifs	85 (	)	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	66 000	54 000
Charge de l'exercice	87	315 000	259 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	734 000	225 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	85 000	189 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	12	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	4,60 %	2,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,60 %	5,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	4,20 %	4,20 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2036	2036
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Mirabel contribue à un régime volontaire d'épargne retraite pour les pompiers à temps partiel. Elle contribue un montant équivalent à ce que l'employé verse jusqu'à un maximum de 2.75 % du salaire horaire gagné.

La Ville de Mirabel contribue également à ce régime, pour un employé professionnel à contrat, correspondant à un montant équivalent à la part de l'employé, jusqu'à concurrence de 9 %.

La Régie contribue au REER des employés permanents à la hauteur de la cotisation de l'employé, jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut de l'employé.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	64 620	39 020
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	4 401	4 348
Autres régimes	117		
	118	69 021	43 368

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	11	11

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	29 944	29 599
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	101 090	99 838
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	25 416	27 172
	123	126 506	127 010

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	50 565 700	51 094 898	49 346 978
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	7 006 000	7 071 592	6 829 486
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			(26 610)
Autres	10			
	11	57 571 700	58 166 490	56 149 854
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 280 600	6 281 497	6 010 171
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	616 900	736 570	625 247
Matières résiduelles	15	7 500	8 670	9 530
Autres				
▪ Tarifs	16	15 800	15 531	15 384
▪ Entretien des fossés	17	141 600		50 394
▪ Enlèvement de la neige	18	4 000	3 985	4 596
Centres d'urgence 9-1-1	19	323 800	336 269	342 682
Service de la dette	20	4 155 800	4 156 879	4 509 164
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23	423 400	423 375	540 840
	24	11 969 400	11 962 776	12 108 008
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	11 969 400	11 962 776	12 108 008
	29	69 541 100	70 129 266	68 257 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	2 700	2 776	2 776	8 769
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31				
Compensations pour les terres publiques	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	108 200	111 894	111 894	92 478
Cégeps et universités	34	6 700	6 951	6 951	5 678
Écoles primaires et secondaires	35	529 500	548 874	548 874	600 306
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36				
	37	647 100	670 495	670 495	707 231
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	38	1 862 200	1 772 467	1 772 467	1 867 537
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	39	1 200	1 203	1 203	1 217
Taxes d'affaires	40				
	41	1 863 400	1 773 670	1 773 670	1 868 754
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
	44				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45				
Autres	46				
	47				
	48	2 510 500	2 444 165	2 444 165	2 575 985

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			21 076
Sécurité publique				
Police	50	162 500	186 276	84 606
Sécurité incendie	51	11 000	1 125	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	33 500	33 518	34 208
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	41 800	53 059	45 894
Réseau de distribution de l'eau potable	65	180 650	73 970	72 116
Traitement des eaux usées	66	4 500	4 535	4 797
Réseaux d'égout	67	193 350	73 970	72 117
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	657 000	677 201	735 132
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	30 100	12 024	41 892
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	80 000	87 306	64 310
Promotion et développement économique	81	521 500	1 595 759	2 109 390
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	36 200	93 918	209 878
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	125 500	19 854	177 244
Autres	85	19 900	181 627	20 776
Réseau d'électricité	86			
	87	2 097 500	3 094 142	3 693 436

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88	30 000	12 269	12 269	45 514
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie	90				
Sécurité civile	91				
Autres	92				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	93	200 000	7 000	7 000	(14 401)
Enlèvement de la neige	94				
Autres	95				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	96				
Transport adapté	97				
Transport scolaire	98				
Autres	99				
Transport aérien	100				
Transport par eau	101				
Autres	102				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103				
Réseau de distribution de l'eau potable	104	1 154 600	453 000	453 000	549 500
Traitement des eaux usées	105				
Réseaux d'égout	106	2 712 400	459 000	459 000	560 200
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	107				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	108				
Tri et conditionnement	109				
Autres	110				
Autres	111				
Cours d'eau	112				
Protection de l'environnement	113		30 555	30 555	2 841
Autres	114				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	7 512 200	2 834 250	2 843 296
Activités culturelles				1 875 760
Bibliothèques	123			
Autres	124	140 000	34 170	34 170
Réseau d'électricité	125			
	126	11 749 200	3 830 244	3 839 290
				3 019 414

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130	157 200	157 239	158 184
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	1 450 900	1 174 058	1 449 857
Fonds de développement des territoires	132			55 576
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	756 800	756 755	454 118
Dotation spéciale de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	1 104 800	823 495	721 674
Autres	137			645 141
	138	3 469 700	2 911 547	3 484 550
TOTAL DES TRANSFERTS	139	17 316 400	9 835 933	10 197 400

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	2 800	2 783	2 435
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	2 800	2 783	2 435
Sécurité publique				
Police	144	2 594 900	2 469 606	2 409 960
Sécurité incendie	145	275 000	172 591	260 157
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	2 869 900	2 642 197	2 670 117
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	8 000	28 721	7 967
Enlèvement de la neige	150	6 300	15 027	15 059
Autres	151			
Transport collectif	152			1 600
Autres	153			
	154	14 300	43 748	24 626
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	2 000	2 000	2 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		511	882
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 000	2 511	2 882

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 889 000	2 691 239	2 691 239
				2 700 060

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffé et application de la loi	182				
Évaluation	183	1 000			
Autres	184	897 000	852 094	852 094	836 545
	185	898 000	852 094	852 094	836 545
Sécurité publique					
Police	186	322 400	462 642	462 642	100 597
Sécurité incendie	187				
Sécurité civile	188				
Autres	189				
	190	322 400	462 642	462 642	100 597
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	191	100 300	83 150	83 150	135 214
Enlèvement de la neige	192	338 700	347 515	347 515	335 686
Autres	193	43 100	64 870	64 870	59 605
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	194				
Transport adapté	195				
Transport scolaire	196				
Autres	197				
Autres	198				
	199	482 100	495 535	495 535	530 505
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200				
Réseau de distribution de l'eau potable	201	75 000	27 218	27 218	142 427
Traitement des eaux usées	202	936 200	1 184 407	1 184 407	1 097 987
Réseaux d'égout	203	79 500	32 569	32 569	147 977
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	204				
Matières recyclables	205	20 000			54 724
Autres	206				
Cours d'eau	207				
Protection de l'environnement	208				
Autres	209				
	210	1 110 700	1 244 194	1 244 194	1 443 115

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215	92 100	91 150	91 150	57 500
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217	12 800	8 516	8 516	6 843
Autres	218				
	219	104 900	99 666	99 666	64 343
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	1 616 700	1 506 461	1 915 970	1 421 285
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	9 600	15 371	15 371	10 515
Autres	222	244 700	162 548	162 548	105 260
	223	1 871 000	1 684 380	2 093 889	1 537 060
Réseau d'électricité					
	224				
	225	4 789 100	4 838 511	5 248 020	4 512 165
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	7 678 100	7 529 750	7 939 259	7 212 225

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 227	969 200	888 532	888 532	1 079 958
Droits de mutation immobilière 228	9 000 000	14 324 482	14 324 482	13 011 948
Droits sur les carrières et sablières 229	5 060 000	3 821 698	3 821 698	3 767 703
Autres 230				
	231	15 029 200	19 034 712	17 859 609
AMENDES ET PÉNALITÉS 232	3 786 900	3 518 982	3 518 982	3 604 596
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 233	585 000	780 450	780 450	608 975
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 234	765 100	1 646 299	1 649 038	457 740
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 235	30 000	92 018	92 018	29 858
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 237	625 000			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 238				
Contributions des promoteurs 239	9 076 200	809 821	809 821	10 195 524
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 240				
Contributions des organismes municipaux 241	360 000	43 380	43 380	54 494
Autres contributions 242	1 291 500	1 032 119	1 032 119	166 305
Redevances réglementaires 243				
Autres 244	2 748 300	2 827 553	2 827 553	1 890 853
	245	14 131 000	4 804 891	12 337 034
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022		Réalizations 2022		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	Conseil	1 340 500	1 227 052	1 027	1 228 079	1 120 967
2	Greffé et application de la loi	1 854 400	1 800 410	2 642	1 803 052	2 010 226
3	Gestion financière et administrative	2 594 000	2 583 722	11 467	2 595 189	2 563 844
4	Évaluation	979 000	998 445		998 445	694 237
5	Gestion du personnel	808 600	770 217	1 723	771 940	671 870
Autres						
6	▪ Autres	3 364 100	3 437 626	334 457	3 772 083	2 756 913
7	▪					
8		10 940 600	10 817 472	351 316	11 168 788	9 818 057
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	Police	13 600 500	13 095 542	434 294	13 529 836	12 918 273
10	Sécurité incendie	6 589 600	6 136 056	428 458	6 564 514	5 438 866
11	Sécurité civile					
12	Autres	582 100	500 731	3 176	503 907	393 813
13		20 772 200	19 732 329	865 928	20 598 257	18 750 952
TRANSPORT						
Réseau routier						
14	Voirie municipale	7 011 600	6 500 440	7 819 056	14 319 496	13 742 947
15	Enlèvement de la neige	6 756 800	6 647 401	130 738	6 778 139	6 528 306
16	Éclairage des rues	494 400	468 238	541 831	1 010 069	951 393
17	Circulation et stationnement	281 100	222 882	222 882	222 882	238 752
Transport collectif						
18	Transport en commun	2 338 900	2 333 076		2 333 076	2 177 881
19	Transport aérien					
20	Transport par eau					
21	Autres	2 210 900	1 855 828	26 646	1 882 474	1 709 143
22		19 093 700	18 027 865	8 518 271	26 546 136	25 348 422

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 205 500	2 944 862	578 321	3 523 183	3 478 876
Réseau de distribution de l'eau potable	24	672 200	477 184	2 184 462	2 661 646	2 663 067
Traitement des eaux usées	25	2 151 900	2 364 626	1 107 149	3 471 775	3 288 411
Réseaux d'égout	26	1 182 700	968 995	4 220 429	5 189 424	5 294 962
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 803 800	1 840 070	3 873	1 843 943	1 677 915
Élimination	28	1 270 600	1 220 135		1 220 135	1 200 026
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 236 100	1 236 647	16 341	1 252 988	1 159 380
Tri et conditionnement	30	153 400	108 297		108 297	130 489
Matières organiques						
Collecte et transport	31	2 064 000	2 166 617	69 750	2 236 367	2 096 105
Traitement	32	1 300 400	1 086 645		1 086 645	1 139 832
Matériaux secs	33	630 800	608 874		608 874	542 200
Autres	34	185 800	129 451		129 451	130 293
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	45 100	34 835	20 315	55 150	64 385
Protection de l'environnement	38	2 567 400	2 560 949	23 281	2 584 230	2 561 135
Autres	39					
	40	18 469 700	17 748 187	8 223 921	25 972 108	25 427 076
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022		Réalizations 2022		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 673 300	1 659 498	8 900	1 668 398	1 490 593
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	167 900	142 346		142 346	141 091
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 127 100	3 206 741	16 967	3 223 708	3 301 629
Tourisme	49					
Autres	50	1 341 200	1 346 340		1 346 340	1 332 072
Autres	51	655 000	27 987		27 987	23 243
	52	5 964 500	6 382 912	25 867	6 408 779	6 288 628
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	216 300	202 367	57 316	259 683	268 592
Patioires intérieures et extérieures	54	2 936 400	3 447 565	1 017 843	4 465 408	3 761 465
Piscines, plages et ports de plaisance	55	334 500	60 505		60 505	24 683
Parcs et terrains de jeux	56	4 947 600	4 806 227	2 061 734	6 867 961	5 895 861
Parcs régionaux	57				621 214	602 960
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	8 434 800	8 516 664	3 136 893	11 653 557	10 553 561
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	3 340 300	2 822 224	642 336	3 464 560	2 859 161
Bibliothèques	62	2 104 300	2 049 798	140 010	2 189 808	2 084 279
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	5 444 600	4 872 022	782 346	5 654 368	4 943 440
	67	13 879 400	13 388 686	3 919 239	17 307 925	15 497 001

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022		Total	Réalisations 2022	Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68						
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	2 307 700	2 508 397		2 508 397	2 518 530	2 254 809
	Autres frais	252 800	249 884		249 884	251 544	244 654
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs		81 000		81 000	81 000	175 000
	Autres	48 400	62 818		62 818	62 818	56 498
	72						
	73	2 608 900	2 902 099		2 902 099	2 913 892	2 730 961
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74						
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	75	23 411 000	21 904 542 (	21 904 542)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 002 090	2 002 090	3 177 925
Usines de traitement de l'eau potable	2	(58 618)	(58 618)	
Usines et bassins d'épuration	3	159 058	159 058	
Conduites d'égout	4	3 291 771	3 291 771	6 096 745
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	19 641 070	19 641 070	9 524 365
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 107 390	1 107 390	833 167
Systèmes d'éclairage des rues	8	226 522	226 522	339 471
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	3 376 464	3 376 464	3 068 147
Autres infrastructures	11	300 341	300 341	315 052
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	320 945	320 945	214 767
Édifices communautaires et récréatifs	14	20 478 210	20 478 210	13 281 640
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 886 671	1 886 671	1 819 757
Ameublement et équipement de bureau	18	144 492	144 492	256 985
Machinerie, outillage et équipement divers	19	247 545	247 545	489 125
Terrains	20	6 638 650	6 638 650	5 458 309
Autres	21		11 093	4 038
	22	59 762 601	59 773 694	44 879 493

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	678 010	678 010	704 414
Usines de traitement de l'eau potable	24	(58 618)	(58 618)	
Usines et bassins d'épuration	25	159 058	159 058	
Conduites d'égout	26	1 798 563	1 798 563	1 124 528
Autres infrastructures	27	19 506 361	19 506 361	6 046 340
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	1 324 080	1 324 080	2 473 511
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 493 208	1 493 208	4 972 217
Autres infrastructures	32	5 145 426	5 145 426	8 033 862
Autres immobilisations corporelles	33	29 716 513	29 727 606	21 524 621
	34	59 762 601	59 773 694	44 879 493

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	47 144	2 282	5 481	43 945
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	35 895 073	(155)	3 112 672	32 782 246
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	64 126 607	48 091 424	4 757 269	107 460 762
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	100 068 824	48 093 551	7 875 422	140 286 953
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 454 157		335 215	5 118 942
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 454 157		335 215	5 118 942
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	189 519		55 664	133 855
	15	5 643 676		390 879	5 252 797
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	1 671 814	1 404 073	1 689 227	1 386 660
Autres	17	723 987	1 993 376	1 793 120	924 243
	18	8 039 477	3 397 449	3 873 226	7 563 700
	19	108 108 301	51 491 000	11 748 648	147 850 653
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	108 108 301	51 491 000	11 748 648	147 850 653

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	147 423 903
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 322 594
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	43 945
Débiteurs	9	5 118 942
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	7 671 644
Autres		
▪ déb. enc. non appl. remb dette	12	133 855
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	138 778 111
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	426 750
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	640 838
Autres organismes	19	7 297 066
Endettement total net à long terme	20	147 142 765
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	147 142 765
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 338 900	2 333 076	2 333 076
Autres	10			2 177 881
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 341 200	1 346 340	1 346 340
Autres	21			1 332 072
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	200 700	215 028	
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 880 800	3 894 444	3 679 416
				3 509 953

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	59 527 013	44 759 790
Frais de financement	4	235 588	115 665
Autres	5		
	6	59 762 601	44 875 455

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
1	60,12	35,00	115 286,00	6 429 819	2 862 653	9 292 472
2	10,68	35,00	19 823,00	733 975	143 238	877 213
3	122,66	32,50	216 792,00	6 864 213	2 248 318	9 112 531
4	113,33	40,00	228 541,00	6 930 126	2 351 238	9 281 364
5	78,57	36,60	152 385,00	6 756 233	2 195 267	8 951 500
6	45,59	35,00	94 473,00	2 801 961	809 564	3 611 525
7						
8	430,95		827 300,00	30 516 327	10 610 278	41 126 605
9	11,00			763 276	328 977	1 092 253
10	441,95			31 279 603	10 939 255	42 218 858

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	53 059		314 579		53 059
Réseau de distribution de l'eau potable	13	73 970	138 421			526 970
Traitement des eaux usées	14	4 535				4 535
Réseaux d'égout	15	73 970	140 255	318 745		532 970
Autres	16	5 760 227	952 300	2 005 872		8 718 399
	17	5 965 761	1 230 976	2 639 196		9 835 933

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	5 313	7 224
Évaluation	2		
Autres	3	28 262	34 513
	4	33 575	41 737
Sécurité publique			
Police	5	58 679	98 190
Sécurité incendie	6	36 983	17 967
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	95 662	116 157
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	880 422	887 127
Enlèvement de la neige	11	7 044	5 395
Autres	12	82 334	93 145
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	969 800	985 667
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	158 667	184 606
Réseau de distribution de l'eau potable	17	222 865	241 560
Traitement des eaux usées	18	218 822	251 053
Réseaux d'égout	19	432 516	465 777
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 316	492
Matières recyclables	21	4 166	452
Autres	22		
Cours d'eau	23	861	883
Protection de l'environnement	24	2 638	927
Autres	25		
	26	1 042 851	1 145 750
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 261	5 837
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	6 880	6 816
Autres	34		
	35	11 141	12 653
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	651 541	307 462
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 396	10 861
Autres	38	91 133	97 650
	39	749 070	415 973
Réseau d'électricité	40		
	41	2 902 099	2 717 937

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Charbonneau Patrick	Maire	145 751	17 541	13 062	
Bélanger François	Conseiller	41 773	17 541		
Charles Francine	Conseiller	44 778	17 541		
Charron Robert	Conseiller	41 773	17 541		
Coursol Guylaine	Conseiller	41 773	17 541		
Gagné-Derganc Émilie	Conseiller	41 773	17 541		
Gauthier Isabelle	Conseiller	41 773	17 541		
Laurin Marc	Conseiller	41 773	17 541		
Lauzon Michel	Conseiller	44 553	17 541		
Maréchal Catherine	Conseiller	41 773	17 541		
Therrien Roxanne	Conseiller	41 773	17 541		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		22 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	☒	3 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4		3 821 355 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	☒	6 ☐
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		34 804 \$
Ligne 3 : Autres revenus	9		200 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11		170 103 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12		\$
Ligne 9 : Autres charges	13		1 271 340 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14		540 066 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15		\$
Ligne 14 : Débiteurs	16		11 610 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17		1 484 850 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18		170 103 \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	19		212 289 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21		1 760 953 \$
Ligne 24 : Libres	22		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23		540 066 \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	25		1 793 120 \$
Constatés au cours de l'exercice	26		1 271 340 \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27		3 064 460 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 ☒ 29 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 410 618 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 ☒ 32 ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 3 078 632 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 ☐ 35 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 ☒ 38 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 153 534 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 ☒ 41 ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 ☐ 43 ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 ☐ 45 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 ☒ 48 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 896 600 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 ☒ 51 ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 986 911 \$

- b) autres formes d'aide

53 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \$

Systèmes de drainage

64 \$

Abords de routes

65 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70

b) Date d'adoption de la résolution

71

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

72 ☒ 73 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

74 1096-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution

75 2019-11-25

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire

76

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin

77

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année

78 6

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique

79 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure

80

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves

81 1

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient

82

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité

83 7 968

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg

84 5 258

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

85 1

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

86 ☐ 87 ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☒ 4 ☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☒ 12 ☐

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 ☒ 14 ☐

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 ☐ 16 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 ☐ 18 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 ☐ 20 ☐

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2023-08-17 10:33 _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Budget 2022		Réalizations 2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	104 048 073	101 191 100	107 838 306	634 514	108 257 792
Investissement	2	18 680 792	30 152 200	11 886 142	9 046	11 895 188
	3	122 728 865	131 343 300	119 724 448	643 560	120 152 980
Charges	4	103 466 838	115 140 000	110 904 092	633 007	111 322 071
Excédent (déficit) de l'exercice	5	19 262 027	16 203 300	8 820 356	10 553	8 830 909
Moins : revenus d'investissement	6 (	18 680 792)(	30 152 200)(	11 886 142)(	9 046)(	11 895 188)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	581 235	(13 948 900)	(3 065 786)	1 507	(3 064 279)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	21 366 677	23 411 000	21 904 542	74 403	21 978 945
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	3 064 651	637 500	2 001 321		2 001 321
Remboursement de la dette à long terme	10 (	11 381 663)(	9 525 600)(	11 302 019)(	55 750)(	11 357 769)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	1 878 331)(	1 434 200)(	2 009 718)(	2 047)(	2 011 765)
Excédent (déficit) accumulé	12	(4 792 541)	235 200	(3 757 985)	4 919	(3 753 066)
Autres éléments de conciliation	13	1 914 366	625 000	1 987 657		1 987 657
	14	8 293 159	13 948 900	8 823 798	21 525	8 845 323
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	8 874 394		5 758 012	23 032	5 781 044

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022		2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	32 632 564	50 375 283	50 638 596	32 865 832
Débiteurs	2	29 532 803	33 118 894	33 130 756	29 508 561
Placements de portefeuille	3	24 891 271	25 410 469	25 410 469	24 891 271
Autres	4	3 499 825	3 230 817	3 230 817	3 499 825
	5	90 556 463	112 135 463	112 410 638	90 765 489
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	106 930 868	146 284 017	146 707 447	107 408 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	4 568 000	4 749 000	4 749 000	4 568 000
Autres	9	50 024 034	60 854 107	60 914 328	50 041 233
	10	161 522 902	211 887 124	212 370 775	162 017 621
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(70 966 439)	(99 751 661)	(99 960 137)	(71 252 132)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	426 669 880	464 321 259	465 152 273	427 564 204
Autres	13	924 783	878 982	880 383	929 538
	14	427 594 663	465 200 241	466 032 656	428 493 742
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	13 156 237	4 715 860	4 915 684	13 333 029
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 470 140	13 096 369	13 096 369	3 470 140
Réserves financières et fonds réservés	17	16 847 261	17 232 683	17 252 022	16 871 519
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	965 440)(	1 184 314)(	1 184 314)(	965 440)
Financement des investissements en cours	19	(6 234 518)	3 349 050	3 349 050	(6 234 518)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	330 354 544	328 238 932	328 643 708	330 766 880
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	356 628 224	365 448 580	366 072 519	357 241 610

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Exercice suivant - fonctionnem	23	1 907 100	2 079 600
▪ Exercice suivant - investissem	24	3 137 540	1 326 600
▪ Acq. terrains autres que boisé	25	8 000 000	
▪ Promotion résidentielle	26	51 729	63 940
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	13 096 369	3 470 140
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33		
	34	13 096 369	3 470 140
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	17 232 683	16 847 261
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	19 339	24 258
	37	30 348 391	20 341 659

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	138 778 111
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	147 142 765

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022 Total consolidé	2021 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	43 945	47 144
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	107 460 762	64 126 607
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	32 782 246	35 895 073
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 118 942	5 454 157
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	2 444 758	2 585 320
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	147 850 653	108 108 301

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021 Administration municipale	Budget 2022 Administration municipale	Réalizations 2022 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	67 743 632	69 117 700	69 705 891	69 705 891
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 575 985	2 510 500	2 444 165	2 444 165
Quotes-parts	14				
Transferts	15	7 177 892	5 567 200	6 005 689	6 012 927
Services rendus	16	6 830 250	7 678 100	7 529 750	7 939 259
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	18 907 654	14 786 100	20 175 475	20 175 475
Autres	18	812 660	1 531 500	1 977 336	1 980 075
	19	104 048 073	101 191 100	107 838 306	108 257 792
Investissement					
Taxes	20	514 230	423 400	423 375	423 375
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 019 414	11 749 200	3 830 244	3 839 290
Autres	23	15 147 148	17 979 600	7 632 523	7 632 523
	24	18 680 792	30 152 200	11 886 142	11 895 188
	25	122 728 865	131 343 300	119 724 448	120 152 980

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022		Réalizations 2022		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
1 Administration générale	10 940 600	10 817 472	351 316	11 168 788	11 168 788	9 818 057
2 Sécurité publique						
3 Police	13 600 500	13 095 542	434 294	13 529 836	13 529 836	12 918 273
4 Sécurité incendie	6 589 600	6 136 056	428 458	6 564 514	6 564 514	5 438 866
5 Autres	582 100	500 731	3 176	503 907	503 907	393 813
Transport						
6 Réseau routier	14 543 900	13 838 961	8 491 625	22 330 586	22 330 586	21 461 398
7 Transport collectif	2 338 900	2 333 076		2 333 076	2 333 076	2 177 881
8 Autres	2 210 900	1 855 828	26 646	1 882 474	1 882 474	1 709 143
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	7 212 300	6 755 667	8 090 361	14 846 028	14 846 028	14 725 316
10 Matières résiduelles	8 644 900	8 396 736	89 964	8 486 700	8 486 700	8 076 240
11 Autres	2 612 500	2 595 784	43 596	2 639 380	2 639 380	2 625 520
Santé et bien-être						
Aménagement, urbanisme et développement						
12 Aménagement, urbanisme et zonage	1 673 300	1 659 498	8 900	1 668 398	1 668 398	1 490 593
13 Promotion et développement économique	3 468 300	4 553 081	16 967	4 570 048	4 570 048	4 633 701
14 Autres	822 900	170 333		170 333	170 333	164 334
15 Loisirs et culture	13 879 400	13 388 686	3 919 239	17 307 925	17 714 111	15 497 001
16 Réseau d'électricité						
17 Frais de financement	2 608 900	2 902 099		2 902 099	2 913 892	2 730 961
18 Effet net des opérations de restructuration						
19	91 729 000	88 999 550	21 904 542	110 904 092	111 322 071	103 861 097
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
20	23 411 000	21 904 542 (	21 904 542)			
21	115 140 000	110 904 092		110 904 092	111 322 071	103 861 097

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	18 680 792	11 886 142	9 046	11 895 188
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	44 875 455)(	59 762 601)(	11 093)(	59 773 694)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	4 308 078)(	1 533 021)(	)	1 533 021)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	11 451 202	49 489 679		49 489 679
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 878 331	2 009 718	2 047	2 011 765
Excédent accumulé	6	8 926 352	7 563 921		7 563 921
	7	(26 927 648)	(2 232 304)	(9 046)	(2 241 350)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(8 246 856)	9 653 838		9 653 838

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14